

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi

**ALLOCUTION DE MADAME NGONE NDOYE, MINISTRE DES
SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR, A LA CONFERENCE
MINISTERIELLE DU HCR A L'OCCASION DE LA
COMMEMORATION DU 60ème ANNIVERSAIRE DE LA
CONVENTION DE 1951 RELATIVE AU STATUT DES REFUGIES ET
DE CELLE DU 50ème ANNIVERSAIRE DE LA CONVENTION SUR LA
REDUCTION DES CAS D'APATRIDIE DE 1961**

GENEVE LE 08 DECEMBRE 2011

AM

Monsieur le Président,

Monsieur le Haut-Commissaire,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Honorables Invités, Chers Participants,

Permettez-moi, tout d'abord, d'exprimer tout l'honneur que j'ai de participer à cet événement historique, le deuxième du genre, qui marque les anniversaires de deux Conventions essentielles qui sous-tendent l'action du Haut-Commissariat des Nations unies pour la protection des réfugiés et la prévention et la réduction de l'apatridie.

Qu'il me soit ainsi permis de féliciter, au nom des plus Hautes Autorités sénégalaises, le Haut-Commissaire ainsi que toute son équipe pour cette belle initiative qui nous offre l'occasion de réaffirmer et de consolider notre engagement en faveur des réfugiés et de lutter efficacement contre l'apatridie.

La Convention de 1951 relative au statut de réfugié et celle sur la réduction des cas d'apatridie de 1961 constituent, pour la première, la pierre angulaire du droit d'asile et son principal cadre juridique de définition et, la seconde, l'instrument de référence sur la problématique de la réduction des cas d'apatridie.

Ayant toujours œuvré pour la protection et le bien-être des réfugiés, le Sénégal a déjà ratifié, et sans réserve aucune, en 1963, la Convention relative au statut de réfugié, et en 2005, la Convention sur la réduction des cas d'apatridie.

Ces deux Conventions gardent toute leur pertinence dans l'état actuel du monde traversé par des bouleversements climatiques et des foyers de tensions qui engendrent de gigantesques déplacements de populations aux conséquences multiples.

Face à cette situation, la protection des réfugiés et la prise en charge adéquate de leurs droits et besoins fondamentaux constituent un défi majeur que le HCR ne saurait relever seul.

Fort heureusement, dans toutes les régions du monde, des Gouvernements ont généreusement collaboré avec le HCR et accordé l'asile aux personnes qui l'ont demandée, en les autorisant ainsi à séjourner sur leur territoire jusqu'à ce qu'ils puissent regagner leur pays d'origine dans la sécurité et la dignité.

Le Sénégal, pays stable dans un Continent en proie à de nombreuses crises, n'a pas dérogé à cette règle.

Il s'est toujours fait fort d'accueillir dès 1961, au lendemain de son indépendance, des réfugiés venant de presque toutes les régions de l'Afrique et de créer les conditions de facilitation de leur insertion et/ou de leur retour.

Aujourd'hui, notre pays compte plus de vingt mille (20 000) réfugiés bien intégrés. Ces réfugiés qui vivent paisiblement dans nos frontières depuis plusieurs années, sont soutenus par le Gouvernement qui les aide à retrouver leur dignité et à reconstruire leur avenir et celui de leurs enfants avec, bien entendu, la coopération bienveillante du HCR.

A titre d'exemple, le Gouvernement du Sénégal a, dans le cadre de l'Accord tripartite qui le lie au HCR et au Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie, pris toutes les dispositions pour assurer à ceux qui ont choisi de rentrer définitivement en Mauritanie, un rapatriement dans des conditions dignes et humaines. Près de vingt mille quatre cent quatre-vingt-quatre (20. 484) réfugiés mauritaniens ont pu, ainsi, regagner leur patrie entre 2008 et 2010, mettant fin à plus de vingt ans (20) d'exil au cours duquel ces populations ont été assistées et accompagnées, au quotidien, par les Autorités sénégalaises et les communautés qui les ont accueillis.

Pas plus tard que ce 6 décembre 2011, trois cent vingt-neuf (329) réfugiés ont été rapatriés volontairement vers la Mauritanie. Ces opérations de rapatriement devraient prendre fin le 31 mars 2012.

La gestion des réfugiés est assurée par un Comité national placé sous la Haute Autorité du Président de la République. Ce comité regroupe tous les départements ministériels concernés et a pour mission d'apporter l'assistance nécessaire aux réfugiés, aux personnes déplacées par des actions de protection en situation d'urgence, de protection de certains groupes ayant des spécificités, d'enregistrement des réfugiés et de recherche de solutions durables.

De ce fait, il propose, au Président de la République, les décisions en matière d'obtention de statut de réfugié et favorise l'insertion, la réinsertion et la réintégration des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées dans la communauté nationale. Pour une gestion de proximité, le Comité a des démembrements dans plusieurs régions du Sénégal.

Monsieur le Président,

Le Sénégal, entretient depuis longtemps d'excellentes relations de coopération avec le HCR et mène diverses activités de protection et d'accompagnement des réfugiés, à travers son Bureau régional basé à Dakar.

Actuellement, le HCR participe au processus en cours de révision de la procédure d'octroi du statut de réfugié régie par la loi n°1968-27 portant statut des réfugiés. Cette loi dont mon pays s'est dotée dès 1968 a besoin, aujourd'hui, d'être revue afin d'être plus conforme aux nouvelles normes internationales relatives aux réfugiés. C'est fort de ce constat que le Sénégal a enclenché le processus de sa révision et **il s'engage, ainsi, à le mener à terme pour aboutir à l'adoption de nouvelles lois qui devraient permettre d'assurer une gestion plus cohérente des réfugiés.**

En ce qui concerne l'apatridie, l'Etat du Sénégal a la ferme volonté de renforcer son combat contre ce phénomène. A cet effet, il me plaît **d'annoncer que le Gouvernement a pris la décision de corriger, dans sa loi sur la nationalité, une discrimination de genre pour permettre à la femme sénégalaise de pouvoir transmettre à son conjoint étranger et à ses enfants nés de père étranger, sa nationalité.** Cette mesure importante a été prise par le Chef de l'Etat, Son Excellence Maître Abdoulaye WADE, lors de l'installation de l'Observatoire national pour la parité qui est un instrument majeur de mise en œuvre de la loi consacrant la parité homme/femme promulguée le 28 mai 2010.

Monsieur le Président,

En plus de ces mesures concrètes, le Gouvernement du Sénégal va ratifier, incessamment, la Convention de Kampala sur la protection et l'assistance des personnes déplacées internes en Afrique. Le Sénégal souhaite que cet important instrument africain entre en vigueur dans les plus brefs délais.

En conclusion, Monsieur le Président, je voudrais renouveler l'engagement constant du Sénégal pour la cause des réfugiés et réitérer son soutien au HCR ainsi qu'à son mandat qui est essentiel à la préservation de la dignité de plusieurs milliers de personnes dont la situation exige une solidarité et une coopération renforcées. Je voudrais, également, informer que nous organisons, à Dakar, du 15 au 20 décembre 2011, la semaine des migrants. Au cours de cet événement, une journée sera consacrée, exclusivement, aux rapatriés. En effet, la création d'une Direction chargée de la gestion des rapatriés au sein du Ministère des Sénégalais de l'Extérieur que je dirige sera une réponse opportune pour le suivi psycho-social et économique de cette cible.

Je vous remercie de votre aimable attention.